

Le rapport Sauvé : la trahison de l'épiscopat français



Article rédigé par *Marion Duvauchel*, le 17 octobre 2021

Source [Marion Duvauchel] Le Rapport Sauvé est une imposture et un pseudo travail fondé sur une méthodologie frauduleuse.

Comment a-t-on calculé l'ampleur des crimes sexuels commis par des religieux français ? Comment a-t-on pu parvenir au chiffre de 216 000 victimes en quelques semaines ?

On l'a obtenu en interrogeant 243 personnes directement et 2819 par courrier, soit un total de 3602 témoignages directs (si l'on admet qu'un courrier soit un témoignage direct). Il reste donc 212 938 témoignages tenus pour autant de victimes. Ce chiffre, comment l'a-t-on obtenu ? Par une simple extrapolation.

La méthodologie est à suffoquer d'ahurissement. Dans un premier temps l'IFOP institut de sondage privé grassement nourri par Macron et tous les précédents présidents de la Cinquième République, a organisé un sondage. On est en droit de douter de l'indépendance politique d'un organisme qui, de notoriété publique, a fait preuve d'une grande imprécision dans un nombre impressionnant de sondages politiques.

C'est donc par sondage qu'on a obtenu des « témoignages » pour ce qui s'apparente à un procès public orchestré par des médias dont la liberté n'est plus un secret pour personne.

Pour ce rapport Sauvé, le travail de l'Inserm a été mené par Nathalie Bajos, sociologue et démographe, qui y est responsable de l'équipe Genre. Autrement dit, une idéologue dont on peut lire le credo sur le site de l'IRIS : « *interroger les inégalités sociales de santé en croisant la sociologie de genre et la sociologie de la santé et en convoquant une perspective inter sectionnelle d'articulation des rapports sociaux de domination, de classe, de genre et de race* ». La cuistrerie du vocabulaire ne saurait tromper personne.

L'enquête sur les crimes de l'Église a donc été synthétisée par une féministe d'extrême-gauche, une adversaire déclarée de l'éthique sexuelle de l'Église, voire de l'Église. Dans une vidéo dont on trouvera le lien ci-après ([cette vidéo](#)), Nathalie Bajos explique que les parents ont tort d'être angoissés à l'idée que leurs enfants regardent du porno et que les changements dans l'éthique sexuelle n'ont rien que de très normal, que les parents doivent accepter et se conformer aux nouvelles normes sexuelles des adolescents. Normes programmées et massivement diffusées par les médias : JT, cinéma, publicité... Tout concourt à la nouvelle programmation sexuelle.

Que des membres de l'Église aient commis des fautes, et des fautes intolérables, nul n'en doute. Qu'une droite appréciation du phénomène fût nécessaire, cela aurait été non seulement nécessaire mais juste. À la condition que ce soit dans une société déterminée elle-même à lutter contre la pédo-criminalité.

Or, après que des faits de pédophilie avérés aient été établis pour des personnalités littéraires (Frédéric Mitterrand, Gabriel Matzneff...) aucune poursuite n'a jamais été entreprise. Mieux encore, des justifications liées à l'époque, à l'esprit du temps ont encore aujourd'hui cours pour excuser ces comportements et ce prosélytisme.

Une société qui encourage et valorise la délinquance sexuelle juvénile, qui organise l'avortement de masse, qui non contente de n'avoir jamais puni ses pédophiles notoires absout la pédophilie parce que

sociologiquement considérée comme normale, une société qui se fait l'ardent prosélyte d'une éthique sexuelle perverse (celle-là même que défend Mme Bajos), ses membres n'ont aucune légitimité à produire ce type de rapport.

Une société dépravée qui dégrade l'amour, méprise l'honneur et le courage, disqualifie les aspirations les plus élevées en l'homme doit demander pardon pour les lois scélérates qu'elle défend, pour l'éthique sexuelle perverse qu'elle justifie et pour l'Himalaya de mensonges que sa presse obséquieuse relaie depuis un demi-siècle.

Mais que l'épiscopat français ait commandité ce travail aux ennemis mêmes de l'Église, à ceux qui se font les prosélytes de l'avortement de masse et de tout ce qui soutient l'idéologie du genre, voilà qui invite à ne pas prendre au sérieux non pas la question, mais les chiffres établis par ce rapport. Que ce même épiscopat ait l'insolence d'inviter aujourd'hui les fidèles à financer ces réparations, voilà qui dépasse les bornes.

Le Rapport Sauvé n'est pas seulement l'enfant malade des ennemis du catholicisme. Il est une vaste opération de manipulation idéologique destinée à faire douter les derniers fidèles de leur Église et à finir de vider les paroisses. Avec la complicité active des évêques de France.

On a demandé récemment leur démission collective. L'épiscopat n'a pas à démissionner pour avoir couvert des actes criminels mais pour avoir confié à des ennemis de l'Église une recherche qui réclamait la raison prudentielle, le temps, des vérifications difficiles et délicates, une objectivité sans faille envers les victimes comme envers les coupables présumés. Et puisqu'il s'agit d'accusations d'une extrême gravité, qu'elles fassent l'objet de vérifications soignées et contradictoires, comme notre justice le réclame.

Non seulement depuis plusieurs années, les évêques de France n'ont pas défendu ce qu'il était de leur devoir de défendre : une éthique sexuelle digne de la nature humaine, les droits des plus fragiles, (les enfants conçus non nés, pas seulement les migrants musulmans), mais ils ont abdiqué toute parole qui soit le reflet de la Parole dont ils sont les Serviteurs.

C'est à leur Christ que les évêques ont à demander pardon car c'est Lui qu'ils ont trahi, avec leurs choix mauvais, leur couardise, leur lâcheté et leur pleutrerie qu'ils ont l'insolence d'envelopper sous la dorure de la raison prudentielle.

Le rapport Sauvé est le signe visible de la trahison de l'épiscopat lui-même qui prend aujourd'hui le triste masque de Judas.

Marion Duvauchel

17/10/2021 06:00